

POUR SAUVER LE STATUT DE FONCTIONNAIRE ET NOS SERVICES PUBLICS : TOUTES ET TOUS CONCERNE.E. S ! TOUTES ET TOUS MOBILISE.ES !

Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent les agent.e.s de la Fonction publique à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024.

A l'évidence, les fondamentaux de la politique mise en œuvre par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs sont confirmés : austérité budgétaire et salariale, dégradation organisée des conditions de vie et de travail, démantèlement organisé du service public.

Dans la lignée, force est de constater que le Ministre de la Fonction Publique n'a pas répondu à la plupart des propositions et revendications portées par les organisations syndicales.

Face à cette entreprise de liquidation de la Fonction publique et de ses agent.es, d'autres choix sont non seulement possibles mais nécessaires :

- La construction de lois de finances et de financement de la sécurité sociale sur d'autres bases,
- La reconquête et du développement de services publics et de la Fonction publique au service de la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement articulant réponse aux droits fondamentaux et aux besoins, reconquête des activités industrielles et transition écologique,
- L'abandon de tout projet législatif ou autres visant à saper les fondements du statut général des fonctionnaires,
- L'augmentation immédiate et significative des traitements, des salaires, des pensions, des retraites,
- L'indexation de la valeur du point sur l'inflation,
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- La refonte des grilles indiciaires intégrant la revalorisation des filières à prédominance féminine,
- La reconduction de la Gipa,
- L'abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite, le développement et le financement de politiques de protection sociale et d'action sociale de haut niveau.

De ce point de vue, il est nécessaire d'abroger tout jour de carence et de maintenir à 100 % la prise en charge de la rémunération des agent.es publics lorsqu'elles et ils sont en congé maladie ordinaire.

Au-delà de l'argument financier, c'est en réalité toute une vision idéologique de la société qui s'exprime. Une société ultra libérale et individualiste qui fragilisera tant les collectifs de travail que les principes de solidarité et d'égalité.

Sous prétexte d'alignement et d'équité, cette casse méthodique du service public se nourrit des mêmes arguments qui justifieront la détérioration progressive des conditions de travail de toutes et tous.

S'inscrivant pleinement dans les revendications de l'intersyndicale, la CGT Insertion Probation a boycotté le CSA SPIP du 19 novembre 2024.

Les passages en force du gouvernement comme de la DAP sur les sujets importants et les orientations politiques concernant le futur des missions des personnels travaillant en SPIP doivent cesser. L'existence des SPIP et à travers eux les missions de service public de prise en charge des usagèr.e.s en vue d'assurer leur insertion et leur réinsertion ne peuvent disparaitre.

Le statut de fonctionnaire de tous les corps de personnels travaillant en SPIP doit être protégé et garanti

La CGT Insertion et Probation appelle l'ensemble des personnels travaillant en SPIP, syndiqué.e.s ou non syndiqué.e.s à se mobiliser sous toute forme que ce soit d'ici le 5 décembre prochain : communiqués, boycott des instances locales, organisation d'assemblées générales, interpellation des médias et élu.e.s...

Cette lutte c'est celle de la défense de l'intérêt général. Les services publics sont bien souvent le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas.

Toutes et tous mobilisé.e.s pour sauver nos services, nos statuts et préserver la prise en charge et l'accompagnement socio éducatif des usager.ère.s des SPIP!

Montreuil, le 20 Novembre 2024



